

ARRETE TEMPORAIRE N° ARE 2025-074 PORTANT PERMISSION DE VOIRIE ET AUTORISATION DE STATIONNEMENT COMPLEXE SPORTIF DU MOLLARD

Le Maire d'Apprieu

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

Vu Le Code de la Voirie Routière

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992,

Vu le code pénal et notamment l'article R.610-5

Considérant Considérant L'intervention de la société **CLOTURES PIOTIN** pour la réalisation de travaux. que des travaux rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers ;

ARRETE

Article 1: L'entreprise:

CLOTURES PIOTIN - 260, route de Montfollet - 38690 OYEU

Est autorisée à effectuer du 17/11/2025 au 05/12/2025.

Les travaux suivants:

Pose d'un pare-ballon pour sécurisation de l'aire de jeux,

Sur les lieux et voies ci-après :

Complexe sportif du Mollard - Terrain stabilisé - APPRIEU

- Article 2: Les mesures de réglementation suivantes seront appliquées pendant la durée du chantier, à savoir du 17 novembre 2025 au 05 décembre 2025 :
 - La Société CLOTURES PIOTIN est autorisée à franchir la barrière de sécurité pour accéder au terrain stabilisé du complexe sportif;
 - Le stationnement des véhicules est interdit au droit du chantier. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate;

La pré signalisation et la signalisation réglementaire seront mise en place par l'entreprise et s'agissant du stationnement, au moins 7 jours avant le début des travaux.

Article 3: Balisage du chantier:

L'immobilisation du domaine public nécessaire aux travaux (places de stationnement, accotements...) ainsi que l'affichage de l'arrêté municipal devront être effectifs minimum 48 heures avant le début des travaux ; à cet effet, dans le même temps, le pétitionnaire devra solliciter la police municipale d'Apprieu afin que les constatations d'usage soient faites. La mise en place du dispositif réglementaire est à la charge du demandeur.

L'entreprise devra assurer le maintien et l'entretien des dispositifs pendant toute la durée des travaux jusqu'au repli, ainsi que les balisages éventuels de mise en sécurité tous les soirs.

La signalisation temporaire de chantier ainsi que le balisage du chantier (séparateur plastique, rubalise, chevron K8 etc....) seront vérifiés et l'entreprise chargée des travaux veillera à leur maintien pendant toute la durée des travaux et à leur remplacement en cas de détérioration ou disparition.

L'entreprise en charge des travaux devra mettre en place des panneaux d'information de part et d'autre de la zone de travaux indiquant son nom ainsi que le nom du concessionnaire ; le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier sur ces mêmes panneaux.

Propreté des voiries aux abords du chantier :

L'entreprise devra maintenir en parfait état de propreté les voiries communales et départementales empruntées, en cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences et devra, à ses frais, balayer les chaussées des salissures par moyen mécanique ou manuel.

Article 4: Les services de police pourront être amenés à prendre toutes ls dispositions utiles pour assurer la sécurité publique.

ils pourront faire procéder à l'enlèvement des véhicules restés en stationnement sur les emplacements interdits à l'article 2, et dont les dépens seront à la charge du contrevenant.

Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa date d'affichage.

Article 6: Le Maire, le Policier Municipal, M. le Commandant de la Brigade de gendarmerie de le GRAND-LEMPS et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Apprieu, 14/11/2025

